

HARFLEUR, le 24 juillet 2020

Madame Céline BRULIN
Sénatrice

Monsieur Jean-Paul LECOQ
Député

CABINET DU MAIRE
CM/KC/LL

Madame la Sénatrice, Monsieur le Député,

Je souhaitais attirer votre attention sur la situation préoccupante que rencontre actuellement la Police Nationale sur notre territoire d'agglomération, mais qui tend à refléter plus généralement une situation nationale.

En effet, il semblerait que l'ensemble des forces de police se retrouvent actuellement en sous effectif croissant de manière constante depuis plusieurs années, certains échos ayant abordé la baisse d'une cinquantaine de postes entre cette année et l'année prochaine. Ce manque de personnel se répercute sur le nombre de patrouilles journalières, sur le délai de réponse donnée aux appels ainsi que leur priorisation, notamment les week-end, contraignant parfois les agents à ne pas se rendre sur les lieux d'un appel jugé non prioritaire, un allongement du délai de traitement des plaintes et, plus généralement, une reconfiguration des commissariats locaux au détriment de l'aspect de proximité pourtant nécessaire à la bonne connaissance du territoire. En outre, la diminution de la présence physique régulière des agents de police affaiblit la dimension préventive de leur mission au détriment de la répression.

Concrètement, ces dysfonctionnements se répercutent sur les habitants de nos communes, qui ressentent parfois un sentiment d'abandon de la part des forces de police, au risque de s'organiser par d'autres moyens (au mieux à l'aide de certains dispositifs privés tels que «voisins vigilants», au pire en pseudo-milice locale quant il ne s'agit pas d'individus agissant seuls en «super-citoyens»). En outre, cela donne lieu à un sentiment d'insécurité généré entre autre par une impression d'inaction des forces de police, souvent hors de toute réalité, et qui se répercute sur les municipalités, majoritairement de gauche, souvent considérées à tort dans l'imaginaire collectif pour être laxiste en matière de sécurité.

Ce manque d'effectifs se répercute également sur le fonctionnement de notre police municipale qui se retrouve entravée dans son rôle de médiation, de prévention et d'accompagnement des habitants. D'une part, elle se retrouve contrainte à effectuer davantage de rondes, d'autre part elle se retrouve appelée à la place de la Police Nationale au point que le rôle de chacun s'en retrouve perturbé dans les représentations de nos concitoyens, la municipalité étant amenée à endosser le rôle de garant de la sécurité publique alors qu'elle devrait jouer le rôle d'assurer la sûreté publique, c'est-à-dire de veiller à l'apaisement du territoire municipal par la rencontre et l'entretien de contacts quotidiens avec nos habitants.



Enfin, cela se répercute sur les budgets de nos communes, trop souvent appelées à faire appel à des compagnies privées de sécurité pour effectuer des rondes à des moments de l'année spécifiques et sur des espaces identifiés comme moins surveillés.

Or, nous le disons, la sécurité doit rester une affaire d'État, afin que nous, élus locaux, puissions continuer à travailler de concert avec les forces de police et émettre des solutions préventives grâce à une connaissance partagée du territoire. Au-delà, il s'agit de conserver les prérogatives régaliennes à l'État comme garant d'une égalité d'accès à la sécurité, même si, nous en convenons tous, d'énormes progrès sont encore à fournir. Enfin, il me semble important de défendre les valeurs du service public, d'autant plus lorsque l'on sait qu'un service public, quand il se retrouve dégradé (manque de considération, d'effectifs, de moyens), dessert globalement nos concitoyens et peut engendrer des dérives contraires aux valeurs que nous défendons collectivement.

C'est pourquoi, Madame la Sénatrice, Monsieur le Député, je comptais vous faire part d'une telle situation, afin que vous puissiez à votre tour en alerter notre gouvernement et vous faire force de proposition en rappelant à l'État le rôle qui lui incombe.

Je vous prie, Madame la Sénatrice, Monsieur le Député, d'agréer mes salutations les plus distinguées.

Christine MOREL

Maire

